

## Présidentielle 2016/Mouvement de la société civile

# Tout sauf Ali Bongo Ondimba !

**Une dizaine de leaders de la société civile et personnalités politiques entendent contester le dépôt de candidature du président sortant, le 12 juillet 2016 prochain.**

C'était dans une cour privée, à une centaine de mètres du Rond-Point « de la Paix » où s'est tenu le samedi 25 juin dernier, un rassemblement. Au nombre des sujets abordés, il s'agissait d'interpeler Ali Bongo Ondimba sur le respect de l'article 10 de la constitution gabonaise.

Il était également question pour le mouvement "Les Témoins Actifs" de préparer une série de manifestations de contestation relatives au dépôt de la candi-

dature, du candidat du parti démocratique gabonais (PDG), le 12 juillet prochain. « Ce que l'on peut retenir au cours de ce rassemblement est que le président Ali Bongo est disqualifié pour se représenter à la prochaine présidentielle. Non seulement pour avoir échoué dans la gestion du Gabon, mais surtout parce qu'il n'a pas de papier. Et s'il force à déposer sa candidature, nous allons descendre dans la rue pour dire non à l'imposture », a martelé Georges Mpagu, le président du Réseau des organisations de la société civile pour la bonne gouvernance au Gabon (ROLBG).

Pour Jerry Pambo, le représentant la diaspora gabonaise en France, membre de la DTE, « chaque Gabonais doit d'ores et déjà prendre ses responsabilités ». Parce

que si tel n'est pas le cas, la dictature des Bongo va perdurer. « Trois générations de Gabonais ont déjà été sacrifiées et de ce fait, il n'est pas question qu'une quatrième paie le même tribut », a-t-il renchéri. « Les Gabonais de France mènent des actions stratégiques pour barrer la route à Ali Bongo, parmi lesquelles, les saisines déposées aux parlements français et européen, mais également auprès des partis politiques et des institutions », a encore expliqué Jerry Pambo.

Le Pr Albert Ondo Ossa, président de l'USP (Union sacrée pour la patrie) s'inscrit dans la même logique du « tout sauf Ali Bongo ». « La direction de l'USP a été confiée à la société civile et notre mandat est celui de faire partir Ali Bongo de son

fauteuil présidentiel. Nous avons terminé la série de stratégies consacrée à la partie juridique. Il appartient donc à la société civile de prendre toutes ses responsabilités. Nous vous promettons que dans quelques semaines, Ali Bongo ne doit être qu'un souvenir pour le peuple gabonais », s'est-il fendu, confiant.

Pour sa part, Jean Rémy Yama, tête de fil de "Les Témoins Actifs", a indiqué que « la rencontre d'aujourd'hui marque une série de manifestations de l'invalidation de la candidature d'Ali Bongo (...) nous rappelons au président sortant de respecter l'article 10 de notre constitution. Nous ne voulons plus avoir à la tête du Gabon un homme douteux ».

Tar'Engonga